

Initiative France-Palestine Solidarité en appelle à Laurent Fabius pour faire plier Israël

Programme d'entraide menacé

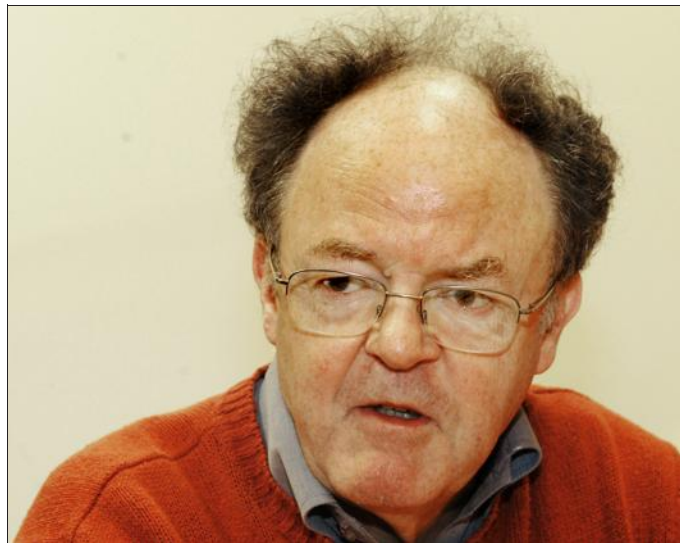
Est Républicain du 4/11/2012

GUY PERRIER, président de France-Palestine Solidarité Lorraine Sud, est inquiet. Le projet défendu depuis deux ans par son association est, selon lui, remis en cause. Le programme, soutenu par différentes collectivités locales et territoriales de Lorraine, vise à moderniser le système d'irrigation d'une culture maraîchère de Wadi Fukin.

50 000 € déjà injectés

Soit un petit village de Palestine, enclavé entre une colonie israélienne et la ligne verte. « Un millier de personnes y vivent, dont bon nombre de paysans qui vendent leur production à Bethléem en circuit court », précise Guy Perrier. Dans cette région, les sources d'approvisionnement en eau ont été tariées par la colonisation, et « les Israéliens interdisent la construction de puits », poursuit le militant.

D'où l'idée de France Pa-



■ Guy Perrier inquiet et en colère.

Ph.M.F.

lestine de rationaliser la denrée devenue rare, d'installer un système destiné à économiser l'eau. A terme, 190 000 € devraient y être engloutis. Grâce à la Région

Lorraine, au conseil général de Meurthe-et-Moselle, à la CUGN et quelques communes, Vandœuvre et Tomblaine en tête, deux tranches de travaux ont déjà été réalisés

à coup de 50 000 €.

« Avec le député Hervé Féron, la vice-présidente de la Région Josiane Madelaine en charge de la coopération décentralisée, nous nous sommes rendus sur place pour veiller à l'avancée des opérations », explique Guy Perrier, lui-même retourné une nouvelle fois à Wadi Fukin en septembre dernier.

Deux parcelles confisquées

Il l'assure, une cinquantaine d'agriculteurs s'est réappropriée ces terres mieux irriguées. Bref, le programme semblait porter ses fruits. Avant qu'une mauvaise nouvelle ne vienne le compromettre. « L'Etat israélien a frappé, d'ordre confiscatore, deux parcelles attenantes », explicite le président de France Palestine.

En fait, il s'agit d'interdictions d'accéder et de tra-

vailler 10 hectares voisins aux terres qui ont bénéficié de la coopération lorraine. « Ces parcelles étaient destinées à des terrasses d'oliviers », peste Guy Perrier. Lequel suggère que cette mesure vise à faire partir à nouveau les paysans.

En tout cas, alertés, le président du conseil général et les députés PS, Dominique Potier, Hervé Féron, Christian Heckert, se sont fendus d'une lettre adressée à Laurent Fabius. Missive dans laquelle ils demandent au ministre des Affaires étrangères d'intervenir. « Afin que soit levé l'avis de confiscation des terres, qui, au-delà des conséquences humaines dramatiques pour les familles vivant sur ce territoire, verrait à terme notre projet menacé », justifient dans leur supplique commune Michel Dinet et Mathieu Klein, vice-président du conseil général 54.

V.R.